ASSEMBLÉE NATIONALE

16 décembre 2013

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES - (N° 1380)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL175

présenté par
M. Denaja, rapporteur

ARTICLE 7

Supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement supprime un alinéa ajouté par le Sénat, qui prévoit la possibilité pour le juge aux affaires familiales d'ordonner, dans le cadre de l'ordonnance de protection, une prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique de l'auteur des violences.

Si cette prise en charge peut, dans certaines situations, contribuer à la prévention du renouvellement des violences et doit en conséquence pouvoir être ordonnée par la justice, il paraît néanmoins difficile d'envisager qu'elle soit prononcée dans le cadre *civil* de l'ordonnance de protection, dont l'objet premier est d'assurer une protection en urgence de la victime. La prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique semble devoir continuer à relever d'une décision du juge *pénal* qui, du reste, peut déjà la prononcer dans le cadre d'un contrôle judiciaire, d'une peine de sursis avec mise à l'épreuve, d'une peine complémentaire de suivi socio-judiciaire, ainsi que dans le cadre d'un aménagement de peine.